

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 12/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE

ROUTE DE PONTOISE
BP 70409
60110 Méru

Références : IC-R/303/23-FQ/SF
Code AIOT : 0005101321

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2023 dans l'établissement FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE implanté 11 rue du 12 mai 1967 60110 Méru. L'inspection a été annoncée le 04/07/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE
- 11 rue du 12 mai 1967 60110 Méru
- Code AIOT : 0005101321
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FAURECIA exploite sur le territoire de la commune de Méru une usine de conception et fabrication d'équipements plastiques pour l'industrie automobile.

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04/01/1996, complété par les arrêtés préfectoraux du 21/06/2018 et du 20/11/2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse - Prélèvement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures applicables sur les secteurs sécheresse Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site bien que non concerné par les restrictions sécheresse projette de mettre en place sous peu des actions significatives afin de réduire ses prélèvements en eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures applicables sur les secteurs sécheresse - Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Autre, Sécheresse ICPE – Prélèvement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Art4 :

Les mesures de vigilance ou de restrictions applicables à l'ensemble et à chaque usager sont précisées en annexe 1 et 2 du présent arrêté (l'annexe 2 étant dédiée aux mesures fixées pour les installations classées pour l'environnement – ICPE)

Les ouvrages permettant le prélèvement d’eau en nappe ou en rivière devront au préalable avoir été déclarés ou autorisés en fonction du débit prélevé selon la procédure définie aux articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l’environnement.

Annexe 2 :

Mesures fixées pour chaque franchissement de seuil pour les installations classées pour l’environnement (ICPE)

PRÉLÈVEMENTS ICPE

Les exploitants des ICPE disposant d’un arrêté préfectoral sécheresse appliquent cet arrêté. Dans le cas contraire, les dispositions ci-dessous s'appliquent.

Pour toutes les ICPE soumises à autorisation ou à enregistrement et dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes, les mesures de réductions suivantes s'appliquent

Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Sensibilisation du personnel de l'établissement aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site	Réduction du prélèvement d'eau de 5 %.	Réduction du prélèvement d'eau de 10 %. L'exploitant transmet chaque semaine, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau prélevés et consommés sur les sept jours qui précèdent et les volumes prévisionnels pour les besoins de son installation pour les sept jours qui suivent.	Réduction du prélèvement d'eau de 25 %. L'exploitant transmet chaque semaine, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau prélevés et consommés sur les sept jours qui précèdent et les volumes prévisionnels pour les besoins de son installation pour les sept jours qui suivent.

Le volume de référence auquel les réductions prévues sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier, calculé sur la base des volumes prélevés durant les jours d'activité, sans mesures de restriction applicables sur le prélèvement d'eau ou la consommation d’eau, durant l’année civile précédant la période de sécheresse en cours.

Ce volume de référence ne tient pas compte des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l’environnement, de santé publique et

animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population.

Ne sont toutefois pas soumises à ces mesures de restrictions :

→ *les installations nécessaires aux activités suivantes :*

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé et le bien-être des animaux ;
- agroalimentaire de première transformation : transformation ou conditionnement des matières premières d'origine agricole en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du Code de l'énergie ;
- production de médicaments et de leurs principes actifs ;
- collecte, tri et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

→ *les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau de plus de 15 % depuis le 1er janvier 2018 ;*

→ *les exploitants des établissements utilisant, par rapport à leur prélèvement d'eau, au moins 20 % d'eaux réutilisées ;*

→ *les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le premier janvier 2023.*

Pour ces ICPE et celles prélevant moins de 10 000 m³/an, doit tout de même être engagée une sensibilisation du personnel de l'établissement aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site.

Constats :

Le site est situé sur la commune de Méru qui se trouve dans le bassin versant de l'Esches placé en alerte renforcée par arrêté préfectoral du 20/06/2023. Il est alimenté par le réseau public de la ville de Méru.

L'exploitant a présenté les relevés hebdomadaires pour les années 2022 et 2023. En 2022, il a été prélevé environ 7 100 m³. Sur le mois de juin, le prélèvement moyen est d'environ 20 m³ par jour, 110 m³ par semaine pour un fonctionnement du site sur cinq jours en 3x8.

Le site prélève moins de 10 000 m³ par an et n'est donc pas concerné par la réduction de 10 % de la consommation indiquée dans l'annexe 2 de l'AP du 20/06/2023.

L'exploitant a présenté les actions actuellement réalisées pour réduire les prélèvements en eau :

- Réglage des robinets Presto sur une durée plus faible et installation de chasse d'eau à double boutons ;
- Les fuites identifiées sont immédiatement réparées par le service interne de maintenance ;
- Une communication et une sensibilisation de l'ensemble du personnel a lieu par exemple lors des points quotidiens dans chaque équipe.

L'exploitant complète ses propos en informant l'inspection des actions qui seront réalisées d'ici la fin de l'année 2023 :

- Les essais incendie sur les deux groupes liés au fonctionnement du sprinklage ont lieu actuellement chaque semaine pendant une demi-heure. À compter de septembre 2023, ces essais seront réalisés en récupérant, dans une cuve, l'eau utilisée ;
- Le process de filtration de l'eau par osmose alimentant la ligne de peinture engendre une perte de 25% de l'eau prélevée. D'ici fin 2023, cette eau sera récupérée et réinjectée pour une utilisation au niveau des sanitaires.

L'exploitant étudie le fait d'utiliser une bâche enterrée d'un volume de 300 m³, actuellement non utilisée, pour récupérer l'eau pluviale de toiture et la réinjecter dans les sanitaires.

L'exploitant estime que l'ensemble de ces actions, en cours et en projet d'ici la fin de l'année, permettront une baisse des prélèvements de 1000 m³ par an.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet